



Regional Institute for
Population Studies (Ghana)



École Nationale de Statistique et
d'Économie Appliquée
(Côte d'Ivoire)



Centre National de la Recherche
Scientifique et Technologique
(Burkina Faso)

Appel à propositions pour un ouvrage collectif

Défis et perspectives de la pandémie de la COVID-19 en Afrique de l'ouest : contribution des sciences humaines et sociales

La pandémie à Coronavirus 2019 (COVID-19) restera sans aucun doute l'une des crises mondiales historiques qui a soulevé autant des enjeux sanitaires que diplomatiques avec des remises en question sur les vérités scientifiques autour de la maladie et ses traitements, que sur l'efficacité des organismes nationaux et internationaux de gestion de la pandémie. Les images apocalyptiques des villes occidentales complètement désertes, des centaines de milliers de contaminations et autant de décès enregistrés par jour, des inhumations dans des fosses communes, marqueront l'humanité pendant longtemps! Une véritable crise sanitaire qui a révélé à bien des égards les limites des systèmes de santé les plus modernes. Alors qu'elle semblait être une réalité lointaine du continent africain à ses débuts en décembre 2019, touchant davantage les pays d'Asie et d'Europe, l'accélération de la propagation du virus en fin février-début mars 2020 dans plusieurs pays africains a fini par en faire une réalité mondiale. En effet, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) déclarait le 11 mars 2020 que la maladie à coronavirus (COVID-19) est une pandémie. Elle invitait alors les États à mettre en place des dispositifs sanitaires idoines pour la prise en charge des malades et le contrôle de la propagation de la maladie.

Sur le plan de la morbidité et de la mortalité liées à la COVID-19, le continent africain reste relativement peu touché, comparativement au reste du monde. En effet, à la mi-mai 2020, sur plus de 4 millions de personnes testées positives COVID-19 dans le monde, environ 70 000 étaient répertoriées en Afrique, soit 1,8 %. Toutefois, la prudence est de mise puisqu'à la date du 14 juin, on comptait 242 000 cas sur le continent pour une estimation mondiale de 7,7 millions, soit 3,1 %. Le nombre de décès à la même date (14 juin) était de 6 000 cas, soit un taux de létalité de 2,5 %, deux fois moindre que la moyenne mondiale de 5,5 %. Bien que l'ampleur de la pandémie ait été moins forte sur le continent africain, contrairement aux prévisions apocalyptiques qui avaient été faites, l'évolution récente du nombre d'infections appelle à la prudence. En outre, peu de choses sont encore connues sur l'évolution du virus, notamment en termes de mutations éventuelles et de nouvelles vagues d'infection. Cette prudence est d'autant nécessaire compte tenu de la faiblesse des systèmes de santé sur le continent.

En l'absence de vaccin contre la COVID-19, très vite des mesures barrières se sont révélées être la solution palliative : port de cache-nez, distanciation physique et lavage des mains au savon ou aux solutions hydro-alcoolisées. En plus, des mesures de restriction des libertés individuelles et collectives sont prises pour limiter les contacts physiques : interdiction des grands rassemblements, fermeture des structures scolaires et universitaires, des lieux de spectacles et de cultes, suspension des compétitions sportives, confinement ou semi-confinement des populations, mise en quarantaine des villes et arrêt des transports interurbains, couvre-feux, etc. Les forces de défense et de sécurité sont aussi mises à contribution pour le respect des mesures barrières et les restrictions sur la mobilité des populations, afin de limiter la propagation du virus. Les mesures restrictives qu'on pourrait dans une certaine mesure comprendre au regard de l'évolution de la pandémie et dans un contexte où on sait peu de choses sur le virus, ont toutefois suscité beaucoup de réactions, notamment du fait qu'elles ont eu des conséquences immédiates et souvent négatives sur les conditions de vie des populations, notamment dans les villes africaines où généralement une large majorité de la population active est dans le secteur informel et vit quasiment au jour le jour. Se pose alors la question de savoir si ces mesures prises à la suite des autres continents, n'auraient pas dû faire l'objet d'une adaptation dans le contexte africain. Quoi qu'il en soit, les effets immédiats de ces mesures sur le revenu des ménages et d'une large part de la population en milieu urbain a entraîné des réactions diverses pour une reprise des activités économiques.

La vie reprend progressivement sur le continent (réouverture partielle des classes, reprises de plusieurs activités économiques...) notamment dans les pays qui étaient les plus touchés, mais les appels au respect des mesures barrières sont toujours présents. Alors qu'il semble y avoir un certain relâchement dans le respect de ces mesures barrières, plusieurs questions se posent : quelle sera l'évolution de la pandémie sur le continent africain? Quelles sont les conséquences de la pandémie et notamment des mesures restrictives sur le revenu des ménages, et par conséquent leur accès aux services sociaux de base (santé, éducation...)? Quelles sont les conséquences à moyen et long terme de la fermeture des écoles sur la qualité des apprentissages? Les solutions de remédiation proposées par les gouvernements sont-elles suffisamment efficaces pour juguler les effets négatifs probables sur la qualité de l'éducation? Quels sont les effets à moyen et long terme de la crise sur l'offre et la demande en matière de santé? Les systèmes de santé sauront-ils tirer les leçons nécessaires pour l'avenir?

Si la pandémie de la COVID-19 a et aura plusieurs impacts au plan social, démographique et économique aussi bien à court, moyen et long termes, on pourrait aussi, à juste titre, se demander si cette crise ne pourrait pas aussi être une opportunité à bien des égards pour le continent africain : en effet, on a pu constater comment la fermeture des frontières a amené chaque pays à se retourner vers sa production nationale, comme l'exemple de la production locale des cache-nez, des lave-mains, des gels hydroalcooliques, etc. Cette crise n'est-elle pas une opportunité pour le continent de transformer définitivement ses économies pour les rendre moins extraverties et dépendantes de l'extérieur? La fermeture des écoles et universités a aussi révélé, une fois encore, la nécessité impérieuse d'investir dans les technologies de l'enseignement et de la formation à distance.

Les réponses à toutes ces questions de natures diverses en appellent à une approche pluridisciplinaire où toutes les disciplines des sciences humaines et sociales pourraient certainement apporter leur contribution. C'est donc l'objectif de cet appel à propositions pour un ouvrage collectif sur la contribution des sciences humaines et sociales quant aux réflexions sur la pandémie de la COVID-19 en Afrique de l'ouest. Sur la base des statistiques actuelles, en Afrique sub-saharienne, cette sous-région semble avoir été la première et la plus touchée par la pandémie. Par ailleurs, les pays de la sous-région ont en commun un certain nombre de réalités (sociales, démographiques, économiques et institutionnelles), ce qui devrait rendre plus aisée une mise en commun et une synthèse des enseignements pour le monde de la décision.

L'appel à propositions s'adresse aussi bien aux chercheurs, enseignants qu'aux acteurs du monde de la décision, du monde associatif et de la sphère de la coopération régionale et internationale. Les soumissions venant des femmes sont très encouragées et attendues.

Les résumés de 2000 mots environ pourraient être structurés comme suit :

- Titre
- Thème
- Auteur(s), discipline/spécialité, institution(s) et contacts
- Objectif(s)
- Méthodologie (champ géographique, source des données, méthodes d'analyse)
- Résultats et implications politiques

Les résumés devront être envoyés aux adresses de courriel suivantes :

jfkobiane@gmail.com; aaeb212@gmail.com; hkouadio@yahoo.fr; fmolaolorun@gmail.com; roger.zerbo@gmail.com

Quelques thèmes indicatifs :

1. Ampleur et évolution de la pandémie de la COVID-19 (y compris les explications de la spécificité africaine)
2. Réponses du système de santé et leur efficacité
3. Communication autour de la pandémie : stratégies de prévention, analyses critiques, les sorties médiatiques des scientifiques et des hommes politiques
4. Leçons à tirer par les systèmes de santé pour faire face à des futures pandémies
5. Instauration de mesures barrières contre la COVID-19 : efficacité et conséquences sociales et économiques à court terme
6. Les conséquences sociales, démographiques et économiques de la pandémie et des mesures restrictives à moyen et long terme
7. Les systèmes éducatifs à l'épreuve de la pandémie : défis et opportunités
8. Résistances et résiliences des populations face à la pandémie et aux mesures restrictives

9. La pandémie de la COVID-19 : une opportunité de transformation fondamentale des systèmes de production dans la sous-région
10. Innovations technologiques à l'aune de la pandémie de la COVID-19
11. Rôle des leaders d'opinion (politiques, religieux...) dans la lutte contre la pandémie de la COVID-19

Chronogramme :

Étapes	Échéances
Lancement de l'appel à contribution	3 août 2020
Soumission des résumés	18 septembre 2020
Sélection des résumés et notification des auteurs	30 septembre 2020
Soumission de la première version des textes	30 novembre 2020
Évaluation des textes	15 janvier 2021
Soumission de la deuxième version des textes	31 janvier 2021
Edition finale et publication	Février 2021

Sélection des résumés :

Un comité international de lecture sera constitué pour l'évaluation des résumés, sur la base d'une grille d'évaluation. Chaque résumé sera évalué par au moins trois personnes. Les auteurs dont les résumés auront obtenu la note minimale de 7 sur 10 seront retenus pour avancer sur la rédaction de leur texte. Toutefois, les textes finaux ne seront publiés que s'ils satisfont aux exigences scientifiques requises.

Comité éditorial:

Jean-François Kobiané: Maître de conférences en démographie, il a été directeur de l'Institut Supérieur des Sciences de la Population (ISSP) de l'Université Joseph Ki-Zerbo (Burkina Faso) de 2012 à 2018, Vice-président (2008-2011) et président (2012-2015) de l'Union pour l'Étude la Population Africaine (UEPA). Il est membre élu du Conseil 2018-2021 de l'Union Internationale pour l'Étude Scientifique de la Population. Ses centres d'intérêt de recherche portent sur l'enfance, l'adolescence, la transition des jeunes vers l'âge adulte, la pauvreté, les inégalités et l'évaluation des politiques publiques.

Adriana A. E. Biney: Elle est Maître-Assistante en science de la population à l'Institut Régional d'Études de la Population (RIPS) à l'Université du Ghana. Ses recherches portent principalement sur les expériences des femmes en matière d'avortement et l'issue de la grossesse, les perceptions des adolescents de la sexualité, le comportement sexuel des jeunes et l'utilisation de contraceptifs, en particulier parmi les pauvres en zones urbaines et rurales.

Hugues Kouadio : PhD., statisticien et économiste, directeur de l'École Nationale de Statistique et d'Économie Appliquée (ENSEA) en Côte d'Ivoire, coordinateur du Centre africain d'excellence en formation statistique, président d'AGROST (Groupe africain de formation en

statistique), membre du conseil scientifique de la newsletter African Statistics et du Statistical Journal de l'Association internationale des statistiques officielles (IAOS). Il a coordonné diverses recherches dans les domaines des inégalités, de l'économie agricole durable, des transports, de l'emploi, de l'autonomisation des femmes et de l'énergie.

Funmilola OlaOlorun est Maître-Assistante au Département de Médecine Communautaire, Faculté de Médecine, Université d'Ibadan (Nigéria) et Consultante en Santé Communautaire à l'hôpital Universitaire d'Ibadan. Ses centres d'intérêt de recherche portent sur la santé des femmes tout au long du cycle de vie, en particulier leur santé reproductive.

Roger Zerbo : Anthropologue, Maître de recherche et directeur adjoint de l'Institut des Sciences des Sociétés au Centre National de la Recherche Scientifique et Technologique (Burkina Faso). Il est membre du Laboratoire de recherche Interdisciplinaire en Sciences de la santé (Université Joseph Ki-Zerbo), membre de l'Unité Mixte Internationale 3189 "Environnement, Santé et Sociétés". Ses recherches portent sur les politiques et systèmes de soins au Burkina Faso. Il a coordonné des programmes de recherche sur les représentations de la maladie, la décentralisation et la gouvernance dans le secteur de la santé, le financement du secteur de la santé, la sécurité alimentaire, les addictions à la drogue, la gestion des ressources naturelles et le développement durable.